



**PRÉFET
DU JURA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 09/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPEICHIM PROCESSING S.A.

LE HONRY
39190 Beaufort-Orbagna

Références : FM/2024/C_184
Code AIOT : 0005900723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement SPEICHIM PROCESSING S.A. implanté Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna. L'inspection a été annoncée le 24/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des suites "post-lubrizon" et visait à assurer que l'exploitant a rédigé et mis en application un plan d'opération interne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEICHIM PROCESSING S.A.
- Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna
- Code AIOT : 0005900723
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité du site consiste à la régénération de solvants (hydrocarbures, cétones, esters, alcools notamment). Il s'agit essentiellement de séparer la partie liquide de la partie solide du solvant usagé (évaporation sous vide + distillation). Les installations sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2010, l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (rubrique 3510).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	60 jours
6	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande d'action corrective	60 jours
8	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)	Demande d'action corrective	60 jours
12	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Demande d'action corrective	60 jours
16	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité exercices POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Sans objet
5	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)	Sans objet
9	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)	Sans objet
10	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point g)	Sans objet
11	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)	Sans objet
13	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	Sans objet
14	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 7.6.2	Sans objet
15	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rédigé et met en oeuvre un plan d'opération interne conforme aux obligations réglementaires. Toutefois, il devra corriger les non conformités relevées par la mise en place d'action correctives dont 4 d'ordre documentaires dans le POI et 2 d'ordre matériel au niveau de la réserve incendie et de l'inventaire des matières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Constats :

Un 1er POI a été élaboré en juin 2023 pour SPEICHIM et TRIADIS sur le site de Beaufort Orbagna (39190). Ce POI a été élaboré avec le concours d'un consultant spécialisé en risque chimique. Il remplace le plan de secours interne version 7 du 18/04/20219 compte tenu de l'obligation de disposer d'un POI pour les établissements SEVESO seuil bas depuis le 1er janvier 2023.

Il est structuré en :

- 10 Fiches de Synthèse descriptives (FS n°1 à FS n°10)
- 5 Fiches Missions (FM n°1 à FM°5)
- 10 Fiches Pratiques (FP n°1 à FP n°10)
- 17 Fiches Réflexes Scénarios (FRS n°1 à FRS n°17)

Observation : La version imprimée comportait des erreurs de pagination. L'exploitant renverra à la DREAL un exemplaire mis à jour pour tenir compte des demandes formulées à l'exploitant dans ce rapport.

Exercice POI : Un exercice POI a été réalisé le 11/12/2023 sur la thématique du déversement d'un produit en cuvette de rétention n°2. Un compte-rendu précisant les enseignements tirés a été établi.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation du personnel aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

La fiche FS n°10 « Formations et tests POI » précise la nature de la formation par fonction et la nature des tests du POI ainsi que la maquette du compte-rendu de ces tests.

Les 10 opérateurs qui font office d'équipiers de seconde intervention ont suivi un recyclage interne le 13/02/2024 dispensé par un salarié qui est pompier volontaire au SDIS39.

Les 5 personnes qui ont des fonctions d'encadrement dans le POI ont suivi une formation initiale en interne le 7/11/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La fiche FS n°5 « Alarme et Alerte » précise qu'une astreinte est mise en place en dehors des heures de fonctionnement de l'installation. Une note interne détaille les modalités de l'astreinte et précise que cette astreinte est commune entre SPEICHIM et TRIADIS. La liste des dispositifs fixes et mobiles de lutte contre l'incendie et autres matériels est précisée dans la fiche FS n°8 « principaux moyens incendie ». Émulseur : Une analyse de la conformité de l'émulseur du local incendie a été réalisée le 30/01/2023 et le PV d'analyse conclut au bon état de l'émulseur. Non-conformité n°1 : Lors de la visite de terrain, la réserve incendie était remplie d'eau mais les inspecteurs ont relevé qu'il n'y avait pas de repère permettant de s'assurer visuellement du respect du volume requis de 600 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un repère permettant de s'assurer visuellement du respect du volume de 600 m ³ d'eau pour la réserve incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination

<p>Constats :</p> <p>La fiche FS n°5 « Alarme et Alerte » précise que le POI est déclenché par le directeur des opérations internes (DOI) ou par l'Astreinte sécurité POI.</p> <p>La fiche FS n°5 « Alarme et Alerte » précise que la mise en œuvre des mesures d'urgence du POI est sous la responsabilité du directeur des opérations internes (DOI) ou de l'Astreinte sécurité POI.</p> <p>La fiche FS n°7 « Organisation de la gestion des situations d'urgence » précise les différentes fonctions et leur articulation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2023</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche de synthèse descriptive FS n°5 « Alarme et Alerte » et la fiche de mission FM1 « Missions du directeur des opérations internes » précisent que le directeur des opérations internes (DOI) ou l'Astreinte sécurité POI sont responsables des liaisons avec l'autorité préfectorale et la DREAL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Données et informations devant figurer dans le POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2023</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p>

<p>Il existe 17 fiches réflexes scénarios (FRS n°1 à n° 17) qui précisent la stratégie d'intervention et les actions de mise en sécurité du site. Elles précisent également les moyens à engager.</p> <p>Non conformité n°2 : Le déversement accidentel de produit fait l'objet d'une fiche qui n'est pas référencée dans le POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit référencer la fiche relative au déversement accidentel de produit dans le POI</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Données et informations devant figurer dans le POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2023</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche de synthèse descriptive FS n°5 « Alarme et Alerte » précise que les consignes de sécurité pour le personnel et les personnes extérieurs (sous-traitant, chauffeurs, ..).</p> <p><i>« Tout le personnel de SPP, les entreprises extérieures, les chauffeurs et les visiteurs doivent se rendre au point de rassemblement SPP, devant le bâtiment administratif. Toute opération en cours doit être stoppée, seule la production est maintenue. Les véhicules sont laissés en place, y compris le chariot élévateur.</i></p> <p><i>Pour SPP, la première personne qui lit les indications notées à la centrale du bâtiment administratif les transmet au CP par Talky Walky (canal 1). Le CP désigne un salarié pour se rendre à la centrale concernée (sauf si l'alarme provient de la centrale du bâtiment administratif), effectue la levée de doute sur place (sans se mettre en danger) et rend compte par talky walky.</i></p> <p><i>L'AS ou la RL complète la feuille de pointage en indiquant les personnes présentes au point de rassemblement. S'il s'agit d'une alarme mineure, le CP indique aux opérateurs de reprendre le travail (faire une fiche d'anomalie SPP) et informe l'ensemble du personnel. »</i></p> <p>La fiche de synthèse descriptive FS n°6 « Pointage des personnes présentes » indique la réalisation d'un pointage des personnes présentes et donne une maquette de ce pointage. Elle a été mise à jour en mars 2024 pour prendre en compte les départs et arrivées de salariés. Elle a été testé le 20 juin 2024.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2023

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention

soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles

Constats :

La fiche de synthèse descriptive FS n°5 « Alarme et Alerte » précise que le directeur des opérations internes (DOI) ou l'Astreinte sécurité POI sont responsables des liaisons avec l'autorité préfectorale et la DREAL.

La fiche pratique FP n°10 « Message de pré-alerte préfecture et DREAL » précise la maquette du message pour l'autorité préfectorale et la DREAL.

Non-conformité n°3 : La fiche pratique n°10 doit être corrigée pour prendre en compte le numéro du standard téléphonique de l'UID39-71 et son adresse courriel générique à la place des coordonnées de l'inspecteur référent du site

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fiche pratique FP n°10 doit être corrigée pour prendre en compte le numéro du standard téléphonique de l'UID39-71 et son adresse courriel générique à la place des coordonnées de l'inspecteur référent du site

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2023

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
Constats : La fiche de mission FM 5 « Mission du responsable d'intervention » précise qu'il est en charge de l'accueil et de la prise en charge du SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point g)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
Constats : La fiche de synthèse descriptives FS n°10 « Formations et tests POI » précise la nature de la formation par fonction et la nature des test du POI ainsi que la maquette du compte-rendu de ces tests. Exercice POI : Un exercice POI a été réalisé le 11/12/2023 sur la thématique du déversement d'un produit en cuvette de rétention n°2. Un compte-rendu précisant les enseignements tirés a été établi. Les 10 opérateurs qui font office d'équipiers de seconde intervention ont suivi un recyclage interne le 13/02/2024 dispensée par un salarié qui est pompier volontaire au SDIS39. Les 5 personnes qui ont des fonctions d'encadrement dans le POI ont suivi une formation initiale en interne le 7/11/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan

d'opération interne. h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site
Constats : Il n'y a pas de PPI toutefois le POI prévoit des mesures comme le contrôle de la qualité de l'air, des sols et des eaux (Fiches pratiques FP7 et FP8) qui concourent à la gestion de crise hors site même si il n'y a pas de PPI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, en adéquation avec les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : Les fiches pratiques FP n°7 « Prélèvements environnementaux nuage toxique / odeurs » et n°8 « Prélèvements environnementaux en cas d'incendie » précisent les actions à réaliser pour caractériser les pollutions et préparer la remise en état après un sinistre. Une convention a été signée avec « Séché Urgence Intervention » en date du 3/12/2021. L'agence la plus proche de « Séché Urgence Intervention » est dans l'Ain (01) à moins d'une heure de route. Non conformité n°4 : la fiche pratique FP n°7 « Prélèvements environnementaux nuage toxique / odeurs » ne précise pas les prélèvements atmosphériques dans le tableau des matrices à prélever, ni ne liste les matériels nécessaires contrairement à la fiche pratique n°8 « Prélèvements environnementaux en cas d'incendie ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La fiche pratique FP n°7 « Prélèvements environnementaux nuage toxique / odeurs » doit préciser les prélèvements atmosphériques dans le tableau des matrices à prélever ainsi que lister les matériels nécessaires comme pour la fiche pratique n°8.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : La fiche pratique FP n°9 « Nettoyage et remise en état de l'environnement » précise les actions à réaliser pour caractériser les pollutions et assurer la remise en état après un sinistre. Une convention a été signée avec « Séché Urgence Intervention » en date du 3/12/2021. L'agence la plus proche de « Séché Urgence Intervention » est dans l'Ain (01) à moins d'un heure de route,
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des Installations Classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Les principales vérifications sont : - Extincteurs contrôlés par prestataire le 11/10/2023 au titre de la vérification annuelle. - Poteaux incendie contrôlés par prestataire le 05/11/2023 au titre la vérification annuelle. - Extinction automatique du Hangar à fûts contrôlée par prestataire le 27/03/2024 au titre de la vérification annuelle. - Extinction automatique des cuvettes C1 à C3 contrôlée en interne par technicien de maintenance le 24/06/2024.

<p>Les PV correspondants ont été présentés et sont consignés dans un registre informatique sur les contrôles réglementaires.</p> <p>Une intervention fortuite était programmée le jour de l'inspection pour l'intervention d'un prestataire sur un capteur de fumée hors service. Le PV d'intervention a été transmis à l'inspection le 25/06/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion est assurée par un logiciel du type GMAO/GPOA.</p> <p>Les niveaux des cuves sont relevés tous les matins pour récolement par rapport aux stocks enregistrés.</p> <p>Les fûts du hangar à fûts sont vérifiés une fois par semaine pour récolement par rapport aux stocks enregistrés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p>

<p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion est assurée par un logiciel du type GMAO/GPOA.</p> <p>Les niveaux des cuves sont relevés tous les matins pour récolement par rapport aux stocks enregistrés dans le logiciel afin de prendre en compte les dépotages de solvant à régénérer et la mise en stock de solvant régénérés.</p> <p>Les fûts du hangar à fûts sont comptés une fois par semaine pour récolement par rapport aux stocks enregistrés afin de vérifier la bonne prise en compte des fûts de solvant à régénérer livrés et la mise en stock des fûts de solvant régénérés.</p> <p>Non-conformité n°5 : Les mentions de danger ne sont pas mentionnées dans l'état des stocks. Une modification du logiciel doit être réalisée pour se faire.</p> <p>Non-conformité n°6 : L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1/ Les mentions de danger doivent être mentionnées dans l'état des stocks.</p> <p>2/ L'état des matières stockées doit être référencé dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>